

ÉDITORIAL

Biden, l'Otan et la Chine : la guerre qui vient ?

Joe Biden n'a sans doute pas lu les œuvres complètes de Mao Tsé Toung, mais il a bien compris sa théorie de la guerre révolutionnaire qui est de savoir déterminer clairement qui est l'ennemi principal et qui est l'ennemi secondaire. Ce n'est pas tenir pour subalternes les dissensions russo-américaines que de ne pas considérer Vladimir Poutine comme le premier adversaire du président des États-Unis qui le rencontre aujourd'hui à Genève. L'ennemi principal aujourd'hui à Washington c'est cette Chine dont Mao avait posé les bases d'une puissance que ses lointains héritiers ont porté vers les sommets en suivant une ligne communiste-capitaliste assez éloignée de la « pensée-Mao. » Si le périple européen de Joe Biden a permis de renouer des relations de confiance avec « le camp démocratique » saccagées par Donald Trump, le but poursuivi était de sensibiliser ses interlocuteurs à un nouvel état du monde où la Chine est devenue, comme le formulera le communiqué final du sommet de l'Otan : « un défi systémique ». Les mots choisis veulent bien dire ce qu'ils signifient : aujourd'hui sur tous les plans – économiques, militaires, diplomatiques, – la Chine est structurellement un adversaire à combattre du fait de ses prétentions hégémoniques. Certains Européens se sont fait un peu forcer la main pour désigner de la sorte un nouvel empire du mal, tant il est vrai que si les Américains ne veulent pas se laisser détrôner de leur leadership mondial, de ce côté-ci de l'Atlantique, on est davantage portés à rechercher des partenariats commerciaux équilibrés avec une Chine qui y est si peu encline. Angela Merkel ainsi qu'Emmanuel Macron ont exprimé des réserves sur une vision trop belliqueuse à l'égard de la Chine, mais ils n'ont pas voulu non plus casser la bonne ambiance retrouvée du camp atlantique, quand bien même le président français a glissé : « Pour ma part la Chine ne fait pas partie de la géographie atlantique ou alors ma carte a un problème. » On pourrait lui rétorquer que l'Afghanistan et l'Irak non plus, là où pourtant l'Otan intervient déjà, mais ce serait sans doute d'une autre dimension s'il s'agissait d'être solidairement entraîné dans une confrontation militaire entre les États-Unis et la Chine au large de Taïwan. Dans « cet endroit le plus dangereux du monde » selon « The Economist », la question, selon nombre d'experts, n'est plus trop de savoir s'il y aura une guerre mais quand. Le régime de Pékin a fait de l'annexion de l'île un impératif nationaliste absolu, mais aussi un enjeu économique-stratégique du fait du premier rang mondial de Taïwan dans la production des composants électroniques à la base de l'intelligence artificielle qui régira le monde de demain. Dans cette perspective, la neutralité de la Russie et de l'Iran est sans doute un objectif qui pour être secondaire aussi loin de l'hypothétique échéance, pourrait devenir principal le moment venu.

« LA CHINE EST STRUCTURELLEMENT UN ADVERSAIRE À COMBATTRE DU FAIT DE SES PRÉTENTIONS HÉGÉMONIQUES »



JEAN-MICHEL HELVIG

Ce que les huit têtes

En tenant compte des compétences de la Région, nous avons interrogé les têtes de liste sur leurs priorités béarnaises.



Pour la seconde fois de son histoire, ces 20 et 27 juin, un scrutin dessinera la composition du conseil élu pour régir la Nouvelle-Aquitaine, grande région née il y a six ans. Dans le cadre de ces élections, nous avons interrogé les huit têtes de liste candidates sur des sujets relevant des compétences de cette collectivité, et en lien direct avec notre département. L'ordre des réponses a été choisi en fonction du tirage au sort réalisé par la préfecture de région après le dépôt des listes.

► Oui à la Pau-Canfranc ou sinon quels autres investissements ?



Edwige Diaz (RN) : Pas de financement régional pour la ligne Pau-Canfranc, mais un partenariat Etat-Région pour améliorer et sécuriser la RN 134. Le tunnel du Somport a été un important investissement routier mais l'état de la nationale pour y arriver n'est pas à la hauteur et très accidentogène. Il faut aussi rénover les lignes et les équipements roulants des TER.

Alain Rousset (PS) : Je suis évidemment favorable à la réouverture complète de la ligne Pau-Canfranc. Après la régénération de la ligne entre Pau et Oloron, les TER ont repris entre Oloron et Bedous. Il ne reste plus que 33 km pour relier la gare de Canfranc. Nos voisins espagnols sont prêts, preuve en est avec la rénovation de cette gare magique.

Guillaume Perchet (LO) : Il y a bien des travaux qui seraient nécessaires dans la région. Mais aujourd'hui, les seuls travaux qui se font sont ceux qui correspondent aux intérêts des capitalistes. Pour que les grands travaux servent la collectivité, il faut que l'économie passe sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Clémence Guetté (LFI-NPA) : Nous sommes favorables à la réouverture de cette ligne car nous voulons une relance massive du train dans la région. Nous avons ici un formidable outil ferroviaire, mais de nombreuses lignes et gares ont été progressivement fermées : c'est absurde ! Nous voulons donc relancer le train du quotidien, et même atteindre sa gratuité totale.

Nicolas Thierry (EELV) : La réouverture complète de la ligne Pau-Canfranc sera une priorité de notre mandat. La traversée des Pyrénées par le train - pour les voyageurs comme le fret - est indispensable et compatible avec le climat et la préservation de la montagne. La réouverture qui s'inscrira dans l'axe Pau-Saragosse doit s'accompagner, sans tarder, de l'électrification de la ligne et de la création de voies d'évitement.

Eddie Puyjalon (LMR) : Ce projet ne pourra être réalisé qu'à condition que l'Europe le finance dans le plan de relance et qu'il soit rentable sur 50 ans (trafic de fret). Nous nous consacrerons à la restauration des lignes existantes, à l'augmentation de la fréquence des TER. Nous souhaitons investir dans les routes : réhabilitation Oloron-Col du Somport, contournement d'Oloron, liaison Pèrigueux-Langon-Mont-de-Marsan-Pau.

Nicolas Florian (LR) : Nous sommes défavorables au projet Pau-Canfranc. Plus de 600 millions d'euros, une gabegie financière à la seule charge des contribuables néo-Aquitains pour une ligne touristique incapable de transporter des marchandises qui ôterait les camions de la RN 134. Nous préférons réaffecter ces sommes sur les trains du quotidien et le financement des aménagements routiers de la RN 134 d'Urdoles à Pau.

Geneviève Darrieussecq (MoDem-LREM) : Pau-Canfranc n'est pas prioritaire. Les sommes restant à engager (500M€) ne sont pas en adéquation avec son potentiel : une ligne qui restera difficile (rampes importantes, non électrifiée), ce qui limitera les possibilités pour le fret. Nous privilégierons la régénération du réseau des petites lignes, les dessertes péri-urbaines et la ligne à grande vitesse GPSO.

► Comment rapprocher cette grande région des Béarnais ?



Edwige Diaz : En investissant dans la rénovation de la ligne Pau-Bordeaux (nombreux retards et donc de problèmes de correspondances). Mais aussi avec la remise en service du train de nuit « La Palombe bleue » toute l'année et avec des horaires adaptés.

Alain Rousset : Les faits sont là : la Région a renforcé son action pour accompagner les dynamiques



De gauche à droite et de haut en bas, Edwige Diaz,

ques territoriales, à travers des projets structurants comme la rénovation des halles de Pau, la Phéromone Valley à Lacq, l'ouverture d'une première année de médecine décentralisée à Pau, ou des maisons de santé pluridisciplinaires à Oloron ou Arudy.

Guillaume Perchet : Les travailleurs du Béarn ont le sentiment justifié de ne pas avoir leur mot à dire. Mais c'est en fait l'ensemble des travailleurs qui n'ont pas leur mot à dire, tant le pouvoir est entre les mains des riches et des capitalistes. C'est à ce pouvoir que les travailleurs devront s'attaquer.

Clémence Guetté : Cette mégarégion est le fruit d'une fusion irrationnelle voulue par Alain Rousset, où les départements hors Gironde sont isolés démocratiquement et en termes de services publics. Au-delà du rapprochement géographique grâce à la relance du train, nous voulons un rapprochement démocratique en instaurant le référendum d'initiative citoyenne. Les élus devront aussi rendre compte de leur action chaque année.

Nicolas Thierry : Nous nous engageons à installer une maison de la Région ouverte et accessible à tous en Béarn dotée de réelles compétences et services. Nous mettrons également la priorité partout dans les territoires aux trains du quotidien.

Eddie Puyjalon : Cette région est trop grande. Aussi, nous souhaitons consulter les citoyens sur ses limites comme nous le permet le code des collectivités territoriales. Nous décentraliserons les services de la Région en nous appuyant sur les maisons « France Service » et les antennes locales des chambres con-

La République DES PYRÉNÉES
6, rue Despouirins
BP 129 - 64001 Pau Cedex
Tél. 05 59 82 20 20 - Fax : 05 59 82 20 11

Président Directeur Général : **Patrick VENRIES**
Rédacteur en chef, Directeur de la Publication : **Nicolas REBIERE**
Rédacteur en chef adjoint : **Eric BELY**
ISSN 0247-7807
CPPAP n° 0922 C 82082

Pyrénées-Presses : S.A. à conseil d'administration au capital de 228.578 euros.
Principal actionnaire : GSO SA

Publicité et petites annonces : 6, rue Despouirins, Pau tél. 05 59 82 20 49
Publicité nationale : Régie 366 : 0.180.489.366

Imprimeur : Pyrénées Presse SA, ZI Berlanne à Morlaàs (64160).
Ce journal est imprimé sur du papier produit en Espagne. Journal certifié PEFC/10-51-3400
Taux de fibres recyclées : 100 %
Emissions de GES : 155 g CO₂ eq. par exemplaire (données 2019).

avec TV Magazine chaque samedi + l'accès gratuit au journal en numérique sur web, tablette et mobile

JE M'ABONNE À La République DES PYRÉNÉES

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
E-mail : @
Tél. :

Cochez votre paiement

Au comptant :
 1 an 329 €
 6 mois 169 €
 3 mois 88 €
 1 mois 31 €

Par prélèvement mensuel 29€/par mois

Pour le paiement par prélèvement bancaire, contactez le Service Abonnements : abonnement@pyrenees.com
Tél. 05 59 82 20 14 du lundi au vendredi (8h30-12h / 14h-16h30)

Choisissez votre formule

Portage à domicile matinal (uniquement dans les zones desservies)
 Abonnement chez votre marchand de journaux (il vous réserve le journal chaque matin)
 Par la Poste

Renvoyez ce bulletin avec votre paiement

LA RÉPUBLIQUE
« Service Abonnements »
6, Rue Despouirins / B.P. 129
64 001 PAU Cedex

de liste ont à proposer pour le Béarn



Alain Rousset, Guillaume Perchet, Clémence Guetté, Nicolas Thierry, Eddie Puyjalon, Nicolas Florian et Geneviève Darrieussecq. © ARCHIVES PP ET AFP

sulaires.

Nicolas Florian : Il faut une décentralisation des pouvoirs. Alain Rousset les concentre tous à Bordeaux depuis près de 25 ans. Nous créerons des Maisons de la Région par département où les élus régionaux exerceront leurs missions de proximité. Un vice-président en charge de 64 sera désigné.

Geneviève Darrieussecq : Il y a une centralisation excessive. Nous mettrons en place au moins une maison de la Région dans chaque département (deux dans le 64). L'actuel président prétend qu'il en a créées mais c'est faux. Il a créé des annexes de la direction des transports routiers passagers. Nos maisons seront de réelles structures opérationnelles en mesure d'aider collectivement, entreprises et particuliers.

▶ Quelle filière ou entreprise implanterez-vous en Béarn ?



Edwige Diaz : Apporter un soutien aux filières qui assureront notre indépendance et notre autosuffisance en cas de crise : sylviculture, santé, aéronautique, agriculture et surtout énergie, d'autant que le département compte de nombreux cours d'eau et de gaves.

Alain Rousset : Il faut poursuivre l'accompagnement des filières d'excellence comme la fibre de carbone avec Toray à Abidos ou les projets énergétiques portés par Teréga, Total et Chemparc sur le

bassin industriel de Lacq. Je fonde beaucoup d'espérance sur la Phéromone valley avec Ceva et M2i.

Guillaume Perchet : La région arrose chaque année le patronat de centaines de millions d'euros, ce qui ne l'empêche pas de supprimer des postes à l'image de trusts comme Safran à Bordes ou Bidos. La seule façon de donner un emploi à tous est de prendre le contrôle des entreprises et d'imposer que les intérêts des travailleurs passent avant les profits des actionnaires.

Clémence Guetté : Nous voulons une réorientation du marché de l'emploi vers les métiers de demain, et utiles à la bifurcation écologique. Il faut embaucher dans la recherche et développement, dans les secteurs nouveaux comme l'hydrogène, ou essentiels comme les services publics, l'agriculture paysanne, la santé, le social, l'éducation... Pour l'instant, la réindustrialisation se fait au compte des entreprises, donc avec leurs règles de flexibilité anti sociales.

Nicolas Thierry : L'écologie est porteuse d'innovations, d'opportunités économiques et sociales. En Béarn, il est primordial de développer de nouveaux secteurs comme les énergies renouvelables, les bâtiments biosourcés ou la création de petites unités de méthanisation.

Eddie Puyjalon : Trop de nos produits agricoles et forestiers quittent le territoire national pour être transformés ailleurs. Il faut davantage d'industries locales de première et deuxième transformation, d'aides aux petites entreprises, à l'installation de jeunes agriculteurs, à la transmission des exploitations. Des outils locaux pour mobiliser le fon-

cier au profit des jeunes agriculteurs ; indemnités viagères de départ ; plan régional « lait et viande ».

Nicolas Florian : La priorité est de maintenir l'emploi, en soutenant les filières déjà présentes, sans dogmatisme écologique : l'aéronautique, l'agro-alimentaire, la chimie... L'innovation démarre de l'existant. Le rôle de la région est de créer les conditions de ce développement, de permettre que des avions innovants volent, et que la chimie soit mise au service du développement durable.

Geneviève Darrieussecq : Conforter les industries ancrées en Béarn en leur permettant de saisir l'opportunité de la transition écologique : les énergies vertes (hydrogène, hydroélectricité, biogaz) et l'avion du futur (motorisation verte développée localement) sont les deux axes structurants. La volonté aussi de greffer le Béarn à la Robotic Valley.

▶ Supérieur : quelle formation lancerez-vous ?



Edwige Diaz : Nous proposons une mise en adéquation des besoins des entreprises et des formations proposées. Il faut aussi lutter contre la fracture numérique grâce à la création d'un pôle ayant pour but de former les TPE et PME au numérique.

Alain Rousset : Deux formations seront proposées à la rentrée : la

préparation du Diplôme d'accès aux études universitaires et le Diplôme d'université responsable en logistique et transports pour l'UPPA. Mais je veux surtout annoncer l'obtention du DU TransAP : cela a été un long combat sur lequel la Région n'a jamais lâché, qui financera ce DU à hauteur de 60 %. La première session avec 15 étudiants devrait débuter en octobre, une première en France.

Guillaume Perchet : Former les jeunes est sans doute nécessaire. Mais le grand patronat les condamne au chômage ou aux boulots précaires alors qu'il demande toujours plus aux embauchés. Pour offrir une perspective aux jeunes il faut d'abord imposer au patronat la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Clémence Guetté : Nous voulons développer massivement une formation agricole. Dans les 10 ans, plus de 50 % des agriculteurs partiront à la retraite. La Région n'a rien anticipé pour qu'une nouvelle génération puisse accéder aux métiers de la paysannerie. Nous insistons sur le caractère public de cette formation qui doit permettre d'engager la transition vers le bio ou l'agro-écologie. Or aujourd'hui, une grande partie est privée et gangrenée par les lobbies qui y reproduisent l'agriculture intensive et productiviste.

Nicolas Thierry : Nous proposons des formations liées à la transition écologique pour diversifier les emplois qui dépendent exclusivement de l'enneigement. Dans les Pyrénées, la crise économique et sociale menace toutes les stations les skis. Il est de notre responsabilité de l'anticiper.

Eddie Puyjalon : Nous souhaitons mettre en adéquation les besoins existants et les formations proposées (former davantage de médecins en augmentant le nombre de places au concours...).

Nicolas Florian : Les plans de formation professionnelle ont coûté en Nouvelle-Aquitaine 1,65 milliard sur le mandat pour un résultat médiocre de 20 % de retour à l'emploi. Nous proposons le Contrat de Retour à l'Emploi Durable : l'entreprise s'engage à embaucher, le demandeur d'emploi s'engage à être formé et accepter l'emploi, la région à financer une formation.

Geneviève Darrieussecq : Conforter les formations aux emplois industriels tournés vers les nouvelles technologies de la transition verte ; compléter le cursus des études de médecine à Pau et implanter une école d'ingénieurs agronomes ; favoriser des formations complémentaires en aéronautique, géosciences et transition numérique.

▶ Que peut faire la Région pour la cohabitation ours-bergers ?

Edwige Diaz : Mieux indemniser les éleveurs pour les dommages dus aux ours mais aussi aux



loups/chiens errants. Apporter aussi un soutien à la défense des troupeaux en créant une aide financière accrue pour l'électrification des enclos et l'acquisition des patous. Il ne faut plus réintroduire d'ours ou de loups dans les zones pastorales.

Alain Rousset : Le pastoralisme est indispensable. La Région doit poursuivre le financement du gardiennage, des investissements comme les cabanes, et de l'animation pour améliorer les pratiques collectives sur les estives et les conditions de travail en cohabitation avec les ours.

Guillaume Perchet : Qu'une attaque d'ours mette les bergers dans la difficulté illustre toute la précarité dans laquelle ils se trouvent. Mais au quotidien ils sont bien plus les victimes des capitalistes de l'industrie agroalimentaire et des banquiers que des ours. Libérer les bergers de la prédation des capitalistes est la seule voie d'avenir.

Clémence Guetté : (pas de réponse).

Nicolas Thierry : Nous nous sommes engagés résolument pour la réintroduction de deux ours car elle était indispensable pour la sauvegarde de l'espèce, sa survie dans les vallées béarnaises. Avec l'arrivée de trois oursons, le succès pour la biodiversité est indéniable. Désormais toute notre attention, nos efforts doivent être dirigés vers le soutien au pastoralisme.

Eddie Puyjalon : Nous protégerons les bergers et les zones pastorales en refusant l'introduction de prédateurs carnivores dans les zones pastorales, en finançant des pièges photographiques préventifs, en mettant en place une politique de régulation de la faune sauvage pour protéger les récoltes et en obtenant pour les chasseurs des battues administratives.

Nicolas Florian : La compétence de la région est de soutenir l'économie agro-pastorale, le maintien de l'activité économique durable dans nos montagnes, pas de faire des réserves naturelles sans activités humaines. Le soutien aux exploitations, à l'équipement, est prioritaire à toute nouvelle réintroduction d'ours.

Geneviève Darrieussecq : La réintroduction de l'ours et du loup dans les Pyrénées est une idée séduisante, surtout pour les urbains qui ont une conception très idéalisée des lois de la nature. Mais de telles décisions doivent faire l'objet de discussions, d'études d'impact et surtout d'accompagnement pour ceux qui vivent et dépendent de l'économie du pastoralisme.